

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 92 Janvier 2012

## « Les marchés » contre la démocratie

Un **nouvel absolutisme** s'installe. Il a un nom : « *gouvernance* ». Comme l'écrit Isabelle Stengers, la gouvernance « ... traduit bien la destruction de ce qui impliquerait une responsabilité collective quant à l'avenir, c'est-à-dire la politique. Avec la gouvernance, il ne s'agit plus de politique, mais de gestion et d'abord de gestion d'une population qui ne doit pas se mêler de ce qui la regarde ».

Ce nouvel absolutisme est né d'un long processus de développement du capitalisme total. L'Etat est l'ennemi à abattre. Pour Milton Friedman, gourou de l'ultralibéralisme, « *l'Etat a pour unique fonction de protéger nos libertés contre ses ennemis extérieurs et contre nos concitoyens eux-mêmes : il fait régner la loi et l'ordre, il fait respecter les contrats privés, il favorise la concurrence* ». Ainsi, dans l'Etat de Friedman, le concitoyen peut être l'ennemi au même titre qu'un éventuel agresseur. Cela vise en plus des délinquants les concitoyens qui auraient la mauvaise idée de remettre le système en cause. Et l'Etat friedmanien protège la concurrence. Autrement dit, il accepte l'interventionnisme étatique pour peu qu'il soit la police des grandes entreprises privées. Par contre, toute autre intervention étatique consisterait en une intolérable ingérence au sein des marchés. Selon Naomi Klein (« *La stratégie du choc* »), l'Etat friedmanien s'est retrouvé dans les pires dictatures de l'après-guerre : dans le Chili de Pinochet et dans la Chine communiste dès la prise de pouvoir de Deng Xiao Ping. Les stades sanglants de Santiago de Chile en 1973 et la répression des chars chinois à la Place Tien an Men en 1989 sont deux faces de l'Etat friedmanien. **Le capitalisme absolu ne peut se développer que dans un pouvoir absolu.**

Jacques Attali décrit dans « *Une brève histoire de l'avenir* » le processus qui mène au capitalisme absolu qu'il appelle de ses vœux. Il s'agit d'une utopie qu'il voit se réaliser progressivement. « *Le marché sera devenu assez puissant et le coût de l'échange assez faible pour que les membres de la classe créative n'aient plus besoin de vivre au même endroit pour diriger le monde ; l'industrie nouvelles s'installera en mille sites à la fois ; la forme marchande fonctionnera sans « cœur »* ». Donc le marché absolu s'installera partout et il n'y aura plus de centre de décision. Tous les mécanismes de protection sociale seront éradiqués. Ce n'est pas un rêve. C'est une réalité qui s'installe. C'est en cela que les luttes classiques sont devenues inefficaces. Auparavant, l'ennemi de classe était bien identifié et se trouvait en un lieu connu. Aujourd'hui, non seulement on ignore qui est l'ennemi de classe, mais on ne sait pas où il se trouve. Pour Attali, cela va s'achever par ce qu'il appelle « *l'hyper-empire* ». **Les forces du marché prennent la planète en main**, procèdent à la privatisation générale de tous les services publics et de l'Etat providence, l'Etat ne conservant que ses fonctions régaliennes : armée, justice, police. Et encore tout cela est transformé : les lois sont remplacées par des contrats, la justice par des arbitrages, l'armée et la police par des mercenaires. L'Etat est donc devenu une coquille vide et les forces du marché peuvent agir en toute liberté. L'individualisme remplace la solidarité.

Utopie ? Non. Les privatisations se généralisent et sont même rendues obligatoires par la Commission européenne. L'Etat providence est attaqué de front et s'effrite. Toutes les mesures d'austérité visent avant tout à étouffer la sécurité sociale et le droit du travail. L'armée, dans les nouveaux théâtres d'opération –le Moyen-Orient pétrolier et gazier– est « aidée » par des compagnies de mercenaires. La police est de plus en plus remplacée par des compagnies de sécurité, véritables milices privées auxquelles on donne même des pouvoirs de police judiciaire. Après avoir fondé un marché unique dérégulé au sein de l'Union européenne, on a créé une monnaie unique aux caractéristiques particulières. Elle échappe à tout contrôle politique, car les Etats membres ne peuvent plus « battre » monnaie et ne peuvent plus fixer la politique monétaire. Elle est la seule prérogative de la Banque centrale européenne qui est totalement indépendante. Cette même banque ne peut non plus émettre des obligations qui aideraient des Etats en difficulté : l'Euro est entièrement entre les mains des marchés.

Selon Patrick Viveret, l'Europe s'est bâtie initialement sur deux valeurs cardinales : la démocratie et la paix. Toutes deux sont menacées.

En Belgique, la formation d'un gouvernement était bloquée par une profonde divergence de vues entre libéraux et socialistes. La spéculation se déclenche sur les taux d'intérêt belges, la cote de la Belgique est dégradée, la nuit suivante, un accord est signé... après 550 jours de négociations. Il est clair qu'**après la Grèce et l'Italie, la Belgique est aussi gouvernée par « les marchés »**.

Depuis la guerre du Golfe, nous nous trouvons dans des conflits interminables dans le Moyen Orient pétrolier et gazier qui sont eux aussi commandés par les marchés.

**Les menaces sur la démocratie sont un danger mortel pour la civilisation. Jamais l'humanité n'aura connu pareille régression au profit éphémère de quelques uns.**

(cet éditorial est constitué de larges extraits d'un article de Pierre Verhas, qu'on peut lire dans son intégralité dans le n° de décembre de *La Révolution Proletarienne*. Pierre Verhas publie aussi un blog : <http://uranopole.over-blog.com>).

## Bonne nouvelle

**Les sacs plastiques interdits au Mali à partir de 2013.** Décision votée à l'unanimité par l'assemblée nationale. (*Le Monde, 10 janvier*).

## Justice et mémoire

**Rwanda, la preuve d'un génocide planifié.** A l'horreur absolue du troisième génocide de l'histoire reconnu par les Nations-Unies –celui commis au Rwanda entre le 6 avril et le 4 juillet 1994 par le régime hutu contre la population tutsie (et ses soutiens hutus) et qui fit plus de 800 000 morts – la justice française et quelques désinformateurs en tout genre ont longtemps ajouté la honte et même l'infamie. Beaucoup (dont le juge Bruguière) suggéraient en effet que les rebelles tutsis auraient provoqué le malheur de leur propre ethnie en déclenchant le génocide par un assassinat. Le rapport balistique que vient de rendre public le juge Marc Trévidic prouve au contraire que ce sont des hutus extrémistes qui ont abattu l'avion du président rwandais, le hutu Habyarimana, donnant ainsi le signal des massacres.

Ce rapport vient enfin restaurer l'honneur d'une justice française qui refuse cette fois de plier face à la trop commode raison d'Etat brandie par des responsables politiques de gauche comme de droite –cohabitation Balladur-Mitterrand oblige. [*article à lire dans Libération, 11 janvier*].

## Monde

**Haïti, deux ans après le tremblement de terre qui a fait 200 000 morts.** La communauté internationale avait, sur le moment, décidé de débloquer 9 milliards de dollars... Mais aujourd'hui, on constate que, hors les dons des ONG, 1 milliard de dollars seulement a été débloqué. Et encore ! Une bonne partie est déjà retournée vers les pays donateurs, afin de payer les « études » préalables que mènent sur place, avec force 4x4 et chauffeurs, des centaines d'experts euroaméricains. Haïti non seulement n'a pas pansé ses plaies, mais s'enfoncé inexorablement vers le chaos. Et ce, dans l'indifférence générale.

Sur les 1,5 million de sans-abri, 500 000 sont toujours dans des camps de toile, les autres ayant surpeuplé un peu plus les bidonvilles de la cité Soleil ou de Carrefour. (*Marie-Françoise Matouk, Olivier Pastré, Libération, 11 janvier*).

**Afrique : quelles perspectives ?** En 2050, il y aura plus d'Africains sur Terre que de Chinois ou d'Indiens. Considérée comme le dernier réservoir de la croissance mondiale, l'Afrique n'en restera pas moins un continent en voie de désertification, car les déserts du Sahara et du Kalahari se rapprochent. L'Afrique restera un continent en proie à des convulsions plus ou moins intenses qu'amplifieront nécessairement trois facteurs au moins : son fameux nouveau dynamisme démographique et migratoire, son inaptitude à anticiper les crises afin de s'organiser pour les éviter, son immersion croissante dans l'économie internationale criminalisée.

Ces éléments, combinés à l'appétit d'acteurs étrangers pour ses ressources, pourraient repousser de quelques centaines d'années l'émergence et la cristallisation des préalables à réunir pour que l'Afrique puisse prétendre à occuper une position dominante dans le monde. Sans un renforcement des capacités africaines de prévention et de gestion des conflits, les Africains devront, avant toute chose, déployer des trésors d'ingéniosité pour rester en vie. (*Axelle Kabou, La Gazette, de Dakar, repris dans Courrier international, 5 janvier*).

**En Amérique latine, l'interdiction de l'avortement** est une des hypocrisies qui coûte le plus de vies parmi les populations féminines les plus jeunes et les plus fragiles. Dans des pays où la puissance de la religiosité populaire autorise l'Eglise à réaffirmer lors des grandes échéances électorales ses valeurs et ses interdits, où les rapports sexuels sont précoces et l'éducation des corps quasi inexistante, l'avortement clandestin des grossesses non désirées tourne au drame social. En Amérique latine, seuls Cuba, Puerto Rico et la ville de Mexico autorisent l'interruption volontaire de grossesse. Partout ailleurs, la pratique est considérée comme un « crime contre la vie » puni pénalement par les juridictions d'Etat. Le taux d'avortement à risque est, selon l'OMS, le plus élevé au monde : 31 pour 1000 femmes âgées de 15 à 44 ans. 5 000 femmes en meurent chaque année.

Un changement serait-il pourtant en vue ? Le sénat uruguayen vient de voter un texte légalisant l'avortement. Le texte doit passer devant les députés pour être adopté. Et en Argentine, le Congrès doit examiner prochainement un projet de loi sur le sujet. (*Nicolas Bourcier, Le Monde, 5 janvier*).

**Chine.** La politique de l'enfant unique, vieille de trente ans, et la préférence chinoise traditionnelle pour les garçons ont créé un déséquilibre dévastateur entre les sexes. On estime aujourd'hui qu'en Chine 120 garçons naissent pour 100 filles. D'après l'académie chinoise des sciences sociales, cela signifie qu'en 2020 quelque 24 millions d'hommes seront dans l'incapacité de trouver une épouse. C'est ainsi que se développe un **trafic de femmes**, en provenance de Birmanie ou de Corée du Nord. Le prix pour une femme birmane va de 750 à 5000 € en fonction de son âge et de son apparence. Certaines seront revendues, quand on les jugera inutiles. « Une fois qu'elles ont enfanté, elles sont refourguées à une autre famille ou finiront dans l'industrie de la prostitution. Elles sont vraiment considérées comme des machines à faire des bébés. » (*South China Morning Post, Hong Kong, repris dans Courrier international, 5 janvier*).

## France

**Marine le Pen se fait passer pour la championne des classes populaires. En réalité, les thèses du FN sont proches de celles du Medef.** Marine le Pen concède que le Smic est trop faible mais n'envisage pas de l'augmenter. Et elle est opposée à tout plafonnement des salaires. Elle propose de rétablir l'apprentissage dès 14 ans. Elle envisage de développer le capitalisme populaire, cette vieille antienne de la droite, par l'instauration d'une « réserve légale de titres » afin de « reconnaître au personnel une part de propriété dans l'entreprise » mais ... « sans droit de vote ». Mme le Pen entonne aussi une rengaine du Medef contre les « effets de seuil pervers » ; elle souhaite les lisser, ce qui aurait pour effet de diminuer la représentation des personnels dans les entreprises. Et la haine des syndicats reste une constante, prétendant, comme le gouvernement, que le mouvement social ne conduit « à rien d'autre qu'aux dérapages et au chaos ». (*Politis, 12 janvier*).

**L'équation clé de la présidentielle.** « Comment lutter à la fois contre l'appauvrissement de la classe ouvrière et la peur du déclassement des classes moyennes, sachant que tout ce qui atténue le premier augmente potentiellement la seconde ? Pour la gauche, c'est l'équation clé de la présidentielle, avec une concurrence de type Bayrou et écologistes du côté des classes moyennes et une concurrence de type extrême droite du côté de la classe ouvrière », analyse Eric Maurin (*dans un excellent article de Libération, 12 janvier*).

« Le débat fiscal est dominé par l'idée que les classes moyennes paient beaucoup plus qu'elles ne reçoivent, permettant à une large population d'assistés de vivre sans efforts à leurs crochets. Ce type de représentation se fonde sur une définition des classes sociales et des mesures des flux de transferts entre classes sociales qui sont assez largement trompeuses (...). Si nous ne parvenons pas à enrichir les termes du débat fiscal, nous resterons prisonniers de la situation actuelle où une large fraction des classes moyennes a le sentiment d'être traité injustement et serait réticente à un accroissement des impôts pour aider les plus démunis. Il me semble qu'il s'agit d'un préalable pour que les classes moyennes et les classes populaires puissent adhérer à un quelconque projet fiscal ».

*Alors que la notion de classe moyenne est toujours laissée dans le plus grand flou – si bien que la plus grande partie de la population pense à tort en faire partie- on trouvera dans cet article une définition des classes populaires, des classes moyennes et des classes supérieures.*

« Le terme de **classes moyennes** désigne la population occupant une place intermédiaire entre le statut d'exécution (ouvriers, employés) et les catégories supérieures (cadres, chefs d'entreprise). On y retrouve tout ce que l'Insee nomme les professions intermédiaires (techniciens, représentants de commerce, chargés de clientèle, cadre B de la fonction publique, agents de maîtrise...) auxquels on peut ajouter la petite bourgeoisie traditionnelle, artisans ou commerçants, soit un coeur des classes moyennes représentant 30 % de la population active.

Les membres des classes moyennes sont nettement au dessus des ouvriers et des employés en termes de diplômes, de revenus, de patrimoine ou de quartiers de résidence. Plus de la moitié d'entre eux sont diplômés du supérieur contre une toute petite minorité des salariés d'exécution par exemple, ce qui se traduit par des différences de revenus de l'ordre de 40 %.

Mais les classes moyennes disposent aussi de nettement moins de ressources scolaires ou sociales que les cadres et professions supérieures, et surtout ces ressources sont bien plus spécifiques, fragiles et menacées. Les membres des classes moyennes sont diplômés du supérieur, mais essentiellement dans des voies technologiques courtes, quand les cadres sont majoritairement diplômés de l'enseignement supérieur général. Du coup, la capacité des classes moyennes à rebondir en cas d'échec et de chômage est plus faible et leur exposition au déclassement en cours de carrière plus forte ».

*La structure de la société française a beaucoup évolué dans le demi-siècle écoulé. Si, entre 1962 et 2009, les effectifs des classes populaires sont restés quasiment stables (passant de 13, 9 millions à 13, 5 millions), les effectifs des classes moyennes ont bondi de 4 à 7,7 millions, et ceux des classes supérieures de moins d'un million à 4, 4 millions.*

« Pour la première fois dans notre histoire, les classes moyennes sont en train de coïncider avec la « moyenne » et le centre de gravité de notre société. Il s'agit d'une évolution extrêmement importante, ne serait-ce que parce que les membres des classes moyennes sont souvent portés vers une philosophie sociale où la réussite et le progrès s'envisagent comme la récompense des efforts et du mérite individuel davantage que comme le résultat de luttes collectives. Ils sont pris dans une tension sociale qui est aussi une tension idéologique : le désir de s'élever leur fait envisager avec méfiance tout effort de solidarité qui pourrait favoriser les concurrents, mais la peur de rechuter les fait aussi aspirer à une protection des statuts existants. »

« Il ne faut cependant pas perdre de vue que, même en déclin, le salariat modeste (ouvriers, employés), représente toujours la moitié de la population. A ce titre, **les classes populaires sont un enjeu électoral absolument considérable**, d'autant que c'est cette moitié de la population qui est aujourd'hui le plus en

difficulté et dont les enfants souffrent le plus également. **Pour la gauche, cela devrait être la priorité numéro un**, même si son discrédit est important dans cette population ».

**Financement illicite de la campagne électorale de Sarkozy en 2007.** L'ex-comptable de Mme Bettencourt témoigne : [en janvier 2007] « Patrice de Maistre [alors gestionnaire de la fortune de Liliane Bettencourt] m'a appelé dans son bureau. Il m'a demandé 150 000 €. Il m'a alors dit que cet argent était destiné à Eric Woerth [alors trésorier de la campagne du candidat Nicolas Sarkozy]. J'ai indiqué à Patrice de Maistre que je ne pouvais pas lui remettre la somme qu'il me demandait, ce qui l'a énervé. Il a fini par me dire : « donnez-moi ce que vous pouvez ». J'ai donc remis 50 000 € en espèces à Mme Bettencourt, qui les lui a remis en ma présence. La remise d'argent s'est déroulée le lendemain, lors d'un rendez-vous que j'ai noté dans mon agenda ». Les magistrats ont lancé des réquisitions sur les comptes appartenant à Patrice de Maistre et remarqué des mouvements à ces dates. Ils cherchent à savoir si Maistre est allé chercher là-bas les 100 000 € manquants.

Les lois sur les financements des partis politiques prévoient que les campagnes électorales bénéficient de financements publics et privés. Un don privé est plafonné à 4600 € pour un candidat et à 7500 € pour un parti. (*Libération, 11 janvier*)

**Retour sur la campagne Balladur en 1995.** Au fil de son enquête sur le versant financier de l'affaire Karachi, le juge Van Ruymbeke acquiert peu à peu la conviction que la campagne d'Edouard Balladur, en 1995, a emprunté des chemins tortueux.

L'équipe d'Edouard Balladur est brillante : Nicolas Sarkozy, porte-parole, René Galy-Dejean, trésorier, Brice Hortefeux et Thierry Gaubert affectés à l'organisation des meetings, Renaud Donnedieu de Vabres chargé des relations avec le Parti républicain ; quelques caciques du Front national, tel Jean-Claude Martinez, assurent discrètement le candidat Balladur de leur soutien en cas de présence au second tour. Des contacts existent aussi avec Bernard Tapie via Sarkozy.

Las, les sondages sont devenus médiocres, alors que les dépenses de campagne augmentent. L'équipe de campagne cherche toujours davantage d'argent pour remonter la pente face à son rival Jacques Chirac, et puisera sans vergogne dans les fonds spéciaux de Matignon. Frédéric Aucher, l'ancien secrétaire général de la campagne, se souvient : « en fin de chaque mois, Pierre Mongin [chef de cabinet de Balladur] me remettait des espèces dans des enveloppes fermées ». Le 26 avril 1995, une somme en espèces de 10, 25 millions de francs est versée au Crédit du Nord. Comme s'il fallait en catastrophe renflouer les comptes de campagne avant qu'ils soient examinés. Les rapporteurs du Conseil constitutionnel dénoncent, en octobre 1995, ce versement « dépourvu de tout justificatif ». Il faudra toute la force de persuasion de Roland Dumas, à l'époque président du Conseil constitutionnel, pour que ces comptes soient validés *in fine*.

Le juge Van Ruymbeke estime que cet argent a pu provenir de rétrocommissions versées à l'occasion de marchés d'armement. Il observe que Jean-Claude Arousseau, affecté au financement de la campagne Balladur, a rendu en 1995 de nombreuses visites à la Sofresa, société française d'exportation d'armes...

Edouard Balladur passe encore, aujourd'hui, pour le principal conseiller officieux de Nicolas Sarkozy. (*Gérard Davet, Fabrice Lhomme, Le Monde, 3 janvier*).

**La Poste.** Avez-vous remarqué ? A Montrouge (mais c'est partout pareil), les employés ne sont plus assis derrière un guichet, mais se tiennent debout. On se demande quel est le sadique qui a inventé ça ! Vous trouvez que ça améliore le service rendu, vous ?

Avec les diminutions d'effectifs, de toute façon, il y a la queue.

On vit une drôle d'époque !...

**Bonne année 2012 à tous les lecteurs de CMM !**

### **Courrier des lecteurs**

**D. C. :** Je tiens à te dire mon désaccord avec le portrait hagiographique d'E. di Rupo figurant dans le dernier numéro de CMM : qu'il soit d'origine modeste et qu'il en ait bavé n'excuse en rien la corruption du personnage et de son parti, et sa propension à toutes les *combinazione* les plus pourries, pour ne pas parler de ses positions européennes, tout aussi détestables que celles de ses homologues hiérarques du PS d'ici.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous

voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.